

---

## Chapitre 2.1 : Quelle est l’influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?

---

### I. NOTIONS AU PROGRAMME

#### Notions au programme :

Attitudes politiques, culture politique/civique, socialisation politique, comportements politiques (acquis de première : socialisation primaire et secondaire).

#### Propositions de définitions commentées de certaines notions au programme :

**Culture politique** : ensemble relativement cohérent de représentations, de valeurs et de normes qui orientent les attitudes politiques des membres d’un groupe social ou d’une société (et par conséquent leur rapport au pouvoir politique). Voir document 1

Les **représentations** constitutives de la culture politique correspondent aux connaissances et croyances relatives au fonctionnement de l’organisation politique et sociale. Les **valeurs** et les **normes** constitutives de la culture politique sont au fondement de la capacité des individus à formuler des jugements de valeurs sur la sphère politique (qui renvoient aux catégories de l’efficace/inefficace, juste/injuste, légitime/illégitime,...). La culture politique modèle les attitudes politiques.

Les cultures politiques diffèrent selon les sociétés, ces différences de cultures politiques pouvant être repérées à partir d’une étude des attitudes politiques. La **culture politique** d’une société n’est ni autonome (c’est-à-dire complètement isolée des autres composantes de la culture), ni unique, ni homogène (il existe des sous-cultures politiques), ni figée (elle est le produit d’interactions héritées ou en cours entre les différentes composantes de la société et est de ce fait susceptible d’évoluer).

La notion de culture politique a été élaborée dans le contexte de la décolonisation, dans le cadre d’une réflexion sur les fondements culturels de la démocratie. Deux chercheurs américains, **Gabriel Almond et Sydney Verba**, ont produit une étude classique dans ce domaine en 1963 (intitulée *The Civic Culture. Political attitudes and democracy in five nations*). A partir d’une comparaison des attitudes politiques dans différents pays, ils ont élaboré une **typologie des cultures politiques**, en distinguant une culture paroissiale (culture politique « primitive », centrée sur les intérêts locaux, correspondant à une structure politique traditionnelle et décentralisée), une culture de sujétion (qui entretient la passivité des gouvernés, qui raisonnent en termes de règlements à subir et de bienfaits à espérer) et une culture de participation (qui va de pair avec le système démocratique, et repose sur l’idée d’une participation possible et souhaitable des citoyens au pouvoir politique). L’analyse d’Almond et Verba a été critiquée à plusieurs titres. D’une part, l’opposition idéal-typique élaborée par Almond et Verba doit être nuancée, dans la mesure où toute culture politique concrète est mixte, les trois modèles de culture pouvant coexister, même si la pondération entre eux est très diverse. D’autre part, leur **analyse est très normative et ethnocentrique**, dans la mesure où elle conduit à hiérarchiser les différentes formes de cultures politiques (en plaçant la culture américaine au sommet). Pour ces raisons, il est peut être préférable de ne pas évoquer cette approche, malgré son caractère fondateur.

La référence au couple **culture politique/civique** dans le programme pose problème, et peut être abordée d'au moins deux façons.

La **première option** consiste à considérer que ces deux notions sont synonymes. Plaident notamment en faveur de cette option le fait que les mots « civique » et « politique » sont à l'origine synonymes (l'un ayant une racine latine, l'autre une racine grecque) et le fait que le livre d'Almond et Verba s'intitule « Civic culture » ce qui a été traduit par « culture politique » en France.

La **deuxième option** possible est de considérer que la culture civique correspondrait aux composantes de la culture politique qui sont les plus adaptées à la participation politique démocratique (la culture civique serait alors notamment composée du degré de connaissances relatives au fonctionnement du système politique, de l'intérêt pour la politique et du capital social). Chaque culture politique se caractériserait ainsi par une culture civique plus ou moins développée. Cette idée selon laquelle les cultures politiques sont plus ou moins adaptées au fonctionnement démocratique peut être conservée même en choisissant la première option, c'est-à-dire en considérant culture civique et politique comme synonyme. (voir document 4)

***Attitudes politiques** : ensemble de dispositions acquises (représentations, valeurs, normes) par un individu lors de la socialisation politique, et qui structurent ses opinions et ses comportements politiques. Voir document 2 et 3*

***Comportements politiques** : activités pratiques relevant de la participation politique, c'est-à-dire qui exercent ou cherchent à exercer une influence sur le pouvoir politique (on peut interpréter la notion de comportement politique dans un sens plus large, en y intégrant toutes les actions en rapport avec le pouvoir politique, y compris le rapport aux lois et aux décisions publiques, les sociabilités politiques,...).*

Les **attitudes politiques** sont des dispositions à penser et à agir d'une façon plutôt que d'une autre, qui sont intériorisées au cours de la socialisation (le concept d'attitudes politiques peut être rapproché du concept d'habitus chez Bourdieu ou de dispositions chez Bernard Lahire). C'est la rencontre entre les attitudes politiques et une situation donnée qui conduit l'individu à produire des **comportements politiques** et des **opinions politiques**. Par **exemple**, un individu qui présente une attitude politique caractéristique de la sous-culture catholique va adopter des opinions et mettre en œuvre des comportements politiques particuliers face aux débats actuels sur le mariage homosexuel ou l'euthanasie.

Les attitudes politiques, qui sont relativement stables (bien que susceptibles de changement), sont donc génératrices d'opinions et de pratiques, qui relèvent quant à elles davantage de la conjoncture politique. Chaque individu intériorise au cours de la socialisation une **pluralité d'attitudes politiques** qui peuvent être plus ou moins contradictoires (ce qui fait qu'on ne peut pas présumer des opinions et des comportements qu'il va adopter face à une situation donnée).

***Socialisation politique** : processus d'intériorisation par un individu de traits (représentations, valeurs et normes) relevant de la culture politique qui conduit à la formation et à la transformation de ses attitudes politiques.*

Comme tout processus de socialisation, la socialisation politique est un **processus continu** (qui se poursuit tout au long de la vie) et **interactif** (le socialisé joue un rôle actif dans sa propre socialisation).

## II. PROPOSITION DE STRUCTURATION DU COURS

### INTRODUCTION :

L'objectif de ce chapitre est de comprendre comment les **attitudes politiques** reflètent des cultures politiques particulières (I), sachant que les cultures politiques varient selon les pays, les partis, l'appartenance à la droite ou à la gauche,... et comment ces attitudes politiques sont formées par le biais de la socialisation politique (II).

#### I. EN QUOI LES ATTITUDES POLITIQUES REFLETENT-ELLES DES CULTURES POLITIQUES PARTICULIERES ?

L'étude des attitudes politiques, et des opinions et comportements qu'elle génère, permet de mettre en évidence les différences de cultures et de sous-cultures politiques.

##### A. Les cultures politiques diffèrent entre les sociétés (voir activité n°1, n°2, document 4)

Cette sous-partie doit être l'occasion de présenter la notion de **culture politique/civique** (voir définition).

La comparaison des attitudes politiques entre les pays doit être l'occasion de mettre en évidence les **différences de cultures politiques entre les pays**. Par **exemple**, en étudiant les représentations et les pratiques du vote (à sujet, une comparaison peut être faite entre les pays développés et les PED), la perception des gouvernants par les gouvernés et les relations qu'ils entretiennent, les modes de hiérarchisation des valeurs politiques, les conceptions du droit, l'organisation et les activités des partis politiques, les rapports entre politique et religion,...

La comparaison des cultures politiques peut être l'occasion de montrer que les différentes cultures politiques nationales sont plus ou moins adaptées à la **vie politique démocratique** (et se traduisent ce faisant par une participation politique démocratique plus ou moins intense). On peut ainsi mettre en évidence le fait que les cultures politiques se traduisent par un degré de connaissances plus ou moins élevé du fonctionnement du système politique (sans se limiter au régime politique), par un intérêt plus ou moins grand pour la politique et par un **capital social** plus ou moins développé (il s'agit du capital social au sens de Robert Putnam, le lien peut être fait avec le programme de première). La référence peut être faite ici à la culture civique.

##### B. Il existe une diversité de sous-cultures politiques au sein des sociétés (voir documents 5 et 6, activité n°3)

La culture politique d'une société n'est pas une réalité homogène. Il existe en effet plusieurs **sous-cultures politiques**, autrement dit une pluralité de modèles de valeurs et de normes qui orientent les attitudes politiques.

Il est ainsi possible de distinguer les sous-cultures politiques qui sont au fondement de **l'opposition entre gauche et droite**. L'opposition gauche/droite peut notamment être saisie à partir des notions de libéralisme économique et de libéralisme culturel. De façon plus précise, on peut distinguer les sous-cultures qui caractérisent les différentes gauches et les différentes droites (sous-culture communiste, écologiste, d'extrême droite,...), voire des partis politiques précis (le Front National ou le Parti Communiste en France, par exemple).

Les sous-cultures politiques ne se limitent pas aux sous-cultures partisans, dans la mesure où il existe également des composantes politiques dans les sous-cultures régionales, religieuses, ethniques,...

## II. COMMENT LA SOCIALISATION CONDUIT-ELLE A LA FORMATION DES ATTITUDES POLITIQUES ?

Les différentes cultures politiques sont transmises par l'intermédiaire de la **socialisation politique**, qui peut être défini comme un processus de formation et de transformation des attitudes politiques d'un individu. La socialisation politique est mise en œuvre par différents agents de socialisation et ne conduit pas nécessairement à la reproduction sociale des attitudes politiques d'une génération à l'autre.

### A. Quels sont les agents et les mécanismes de la socialisation politique ? (voir documents 7)

La famille, l'école, les groupes de pairs, les médias, les partis politiques,... contribuent à la socialisation politique, cela de façon à la fois **manifeste** et **latente** (au travers de discours explicites tenus sur la politique, mais également au travers de comportements par les agents de socialisation à l'égard du pouvoir politique et des relations de pouvoir en général, par exemple).

Ces différents agents de socialisation transmettent des éléments caractéristiques de la **culture politique nationale**, mais également des **différentes sous-cultures** qui la composent, notamment un positionnement sur le **clivage gauche/droite** et une **identification partisane** potentielle (l'intensité de l'identification partisane est très variable selon les pays concernés, elle est plus forte aux Etats-Unis, où cette notion est apparue, qu'en France).

La socialisation ne s'arrête pas à l'âge adulte (il faut de ce fait distinguer la **socialisation primaire** et la **socialisation secondaire**), elle continue tout au long de la vie, en fonction des changements dans la condition sociale des individus (mariage, mobilité sociale,...) et des événements politiques qu'ils sont amenés à connaître (guerres, révolutions, élections,...).

### B. La socialisation politique conduit-elle à la reproduction sociale des attitudes politiques ? (voir documents 8 et 9, activités n°4 et 5)

Les études relatives à la socialisation politique mettent en évidence l'importance de la transmission des orientations politiques au sein de la **famille**. La **transmission du positionnement droite/gauche** est importante, notamment lorsque les deux parents ont des orientations politiques similaires. La précocité, la durée, l'intensité avec lesquelles s'exerce la socialisation politique au sein de la famille contribuent à expliquer ce phénomène. Il ne faut toutefois pas le surestimer. Si la transmission du positionnement gauche/droite est forte, la famille a moins d'influence sur les comportements et les opinions politiques plus particulières, tels que l'adhésion à un parti ou les pratiques de participation politique.

Ces limites de la transmission des attitudes politiques familiales mettent en évidence le fait que le socialisé n'est pas passif, mais contribue à construire sa socialisation. Du fait de la **pluralité des agents et des expériences de socialisation** qu'il est amené à rencontrer, le socialisé doit composer avec des contenus de socialisation hétérogènes et parfois contradictoires, parmi lesquels il doit faire des choix pour construire son identité politique. Les **événements politiques** peuvent notamment conduire à la construction de nouvelles dispositions politiques, et créer ainsi un **effet de génération** qui contribue à expliquer l'évolution des attitudes politiques (La Seconde guerre mondiale, Mai 68, dans une moindre mesure le mouvement lycéen de 1986, le CPE...).

### III. DOCUMENTS A DESTINATION DES PROFESSEURS

#### **Document 1** : « La notion de culture politique »

[...] Le mot « culture » a envahi récemment la scène politique. Il est devenu un terme courant du vocabulaire politique contemporain, les acteurs politiques l'utilisant à tout propos au point qu'il puisse apparaître désormais presque comme un tic de langage. Sans doute, par l'emploi d'un terme noble, entendent-ils conférer une certaine légitimité à leurs déclarations, « culture » n'ayant pas connu le discrédit du mot « idéologie ».

Cet usage abusif du terme ne doit pas conduire à renoncer à son utilisation en sociologie politique ni occulter l'intérêt de mettre en rapport phénomènes culturels et phénomènes politiques. Des questions essentielles pour les sociétés contemporaines conduisent à s'interroger sur ce rapport, comme par exemple, la question de l'universalité des « droits de l'homme ». Pour appréhender la dimension culturelle en politique, les chercheurs recourent à la notion de « culture politique ». Cette notion a été élaborée dans le contexte de l'accession à l'indépendance des pays colonisés. La formation de nouveaux États dans le tiers monde a révélé que l'importation d'institutions démocratiques ne suffisait pas à assurer le fonctionnement de la démocratie. Le sociologue était alors amené à s'interroger sur les fondements culturels de la démocratie. Tout système politique apparaît lié à un système de valeurs et de représentations, autrement dit à une culture, caractéristique d'une société donnée. A ce premier niveau de réflexion, la notion de culture politique a beaucoup à voir avec ce qu'on appelait autrefois le « caractère national ».

Ce qui a fait le succès de la notion, c'est son orientation comparatiste. Elle était censée permettre de comprendre ce qui favorisait ou entravait la pleine efficacité de la mise en place d'institutions modernes. Deux chercheurs américains, Gabriel Almond et Sidney Verba, ont soumis à la comparaison cinq pays (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie et Mexique) à partir de l'analyse de diverses formes de comportements politiques. Ils aboutissent à une typologie des cultures et des structures politiques qui leur sont fonctionnellement adaptées à la culture « paroissiale », centrée sur les intérêts locaux, correspond une structure politique traditionnelle et décentralisée ; à la culture « de sujétion », qui entretient la passivité chez les individus, correspond une structure autoritaire ; enfin, la culture « de participation » va de pair avec la structure démocratique. Toute culture politique concrète est mixte, les trois modèles de culture pouvant coexister. Mais la plus ou moins grande adéquation du modèle dominant et de la structure explique le fonctionnement plus ou moins satisfaisant du système politique, et en particulier des institutions démocratiques.

L'analyse s'est progressivement affinée. Et plutôt que de chercher à caractériser, de façon forcément schématique, les cultures politiques nationales, les sociologues se sont de plus en plus intéressés aux diverses sous-cultures politiques qui existent au sein d'une même société, les nations contemporaines connaissant toutes une pluralité de modèles de valeurs qui orientent les attitudes et les comportements politiques. On s'efforce ainsi, dans le cas de la France, de rendre compte des modèles culturels qui sont au fondement des oppositions droite-gauche, et d'une façon encore plus précise des distinctions entre les différentes droites ou gauches. (...)

Parallèlement à ces interrogations, les chercheurs se sont efforcés d'élucider les mécanismes de transmission des opinions et des attitudes politiques de génération en génération. Le thème de la socialisation politique a fait l'objet de nombreuses recherches, portant aussi bien sur l'enfance que l'âge adulte. Ces travaux ont montré la forte similitude des comportements politiques entre les enfants et leurs parents. Pourtant, la socialisation politique ne peut être confondue avec les effets d'une pure et simple inculcation familiale. Annick Percheron a mis en évidence la complexité de la socialisation politique des enfants, qui ne consiste pas en une série d'apprentissages formalisés, mais qui relève plus de « transactions » permanentes et informelles entre les enfants et les agents socialisateurs, au premier rang desquels la famille et les enseignants. La socialisation politique prend l'aspect d'un compromis entre les aspirations de l'individu et les valeurs des différents groupes avec lesquels il est en relation. Elle n'est jamais acquise une fois pour toute, mais elle est produite de façon progressive et, le plus souvent inintentionnelle. Comme tout processus de socialisation, elle participe directement à la construction identitaire de l'individu.

Source : CUCHE Denis, *La notion de culture dans les sciences sociales*, 2010

**Document 2** : « Les attitudes politiques »

Aux yeux du psychologue, tout comportement, qu'il s'agisse d'une conduite (comportement actif) ou d'une opinion (comportement verbal), est une réponse à une situation. L'attitude est la variable intermédiaire permettant d'expliquer le passage du premier au second de ces termes. Elle n'est ni comportement (et donc pas une opinion bien que les deux termes soient souvent employés l'un pour l'autre) ni facteur de la situation. Ni réponse ni « stimulus », c'est une disposition ou encore une préparation à agir d'une façon plutôt que d'une autre.

Variable intermédiaire, l'attitude est ainsi variable hypothétique. A la différence des comportements ou des éléments d'une situation, on ne peut la saisir d'emblée, la repérer sans un détour ; elle s'analyse en termes de probabilités : elle est la probabilité de l'apparition d'un comportement donné dans un certain type de situation.

Ainsi entendue, la notion d'attitude comporte une idée d'ordre. Elle permet de répartir la grande variété des comportements ; chaque attitude en apparaît comme un principe d'organisation, ou mieux une synthèse particulière, en rapport avec un objet ou une situation donnée. Dispositif dynamique (elle s'est formée à un moment donné et peut se modifier ensuite), l'attitude est cependant une disposition relativement persistante, tirant sa cohérence d'une certaine stabilité.

Source : LANCELOT Alain, MEYNAUD Jean, *Les attitudes politiques*, 1974

**Document 3** : « Attitudes, comportements et opinions politiques »

Les opinions sont des affirmations sur un sujet donné, des prises de position en fonction de débats en cours. L'opinion est de l'ordre des idées, elle peut être plus ou moins structurée et ferme chez l'individu, elle peut être confuse, imprécise, floue, ou au contraire très argumentée, elle peut être stable ou évolutive, elle peut être seulement dans la pensée de l'individu ou exprimée dans des discussions, parfois en réponse à une question ou en réaction à l'affirmation d'un tiers ou encore devant une information de l'actualité sociale ou politique. Les comportements sont des actes que l'individu accomplit dans le domaine politique. Voter est probablement l'acte politique aujourd'hui le plus institué et routinisé dans les démocraties représentatives. [...]

Les opinions peuvent s'exprimer et s'entendre, les comportements peuvent se voir. On peut donc repérer, dénombrer, mesurer les uns et les autres. Les attitudes au contraire ne sont pas directement visibles. Une attitude est une disposition générale, une manière d'être en politique ; l'attitude est en principe plus pérenne et plus profonde que l'opinion et le comportement. L'opinion et le comportement sont liés à la conjoncture : je pense quelque chose et je m'exprime sur un problème particulier dans une situation donnée ; je vote pour un candidat en fonction des problèmes du moment. L'attitude est comme une valeur sous-jacente. C'est l'ensemble des orientations intériorisées par l'individu qui fondent ses opinions et comportements du moment.

Source : BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

**Document 4 :** « Culture politique, culture civique et capital social »

Dans son étude pionnière déjà citée sur un petit village de l'Italie du Sud, Banfield avait montré que l'incapacité des villageois qu'il avait étudiés à développer économiquement et politiquement leur société reposait sur des bases culturelles plus que sur les conditions techniques ou les ressources naturelles. Cette incapacité à agir ensemble pour le bien commun était condensée selon lui, dans un ethos qu'il a appelé « amoralisme familial ». Celui-ci conduit chacun à agir seulement en vue de maximiser l'intérêt matériel de court terme de la famille nucléaire.

Par la suite, d'autres chercheurs en science politique (Almond et Verba, Putnam) avanceront, de manière plus générale, que la confiance interpersonnelle se développe avec la démocratie. L'argument repose sur l'idée que les réseaux sociaux sur lesquels est fondée la démocratie, la capacité à s'associer par exemple, sont fondés sur le principe d'une confiance mutuelle qui dépasse le cercle des simples relations familiales ou du cercle plus étroit de l'interconnaissance locale. La confiance interpersonnelle qui permet de tisser des liens avec des personnes étrangères à la famille ou au village, de développer des associations, est ainsi le socle de la « culture civique » ou de ce que Putnam appelle le « capital social ».

Il y a bien un lien entre la confiance interpersonnelle et la participation associative. Les pays du Nord de l'Europe ont des niveaux beaucoup plus élevés sur les deux dimensions que tous les autres pays européens et notamment que les pays méditerranéens. Dans les pays protestants, le processus d'individualisation, à bien des égards plus avancées que dans le reste de l'Europe, se combine à une forte participation sociale, au respect de la morale civique, à l'expression de sentiment de confiance envers les autres et envers les institutions.

Source : GALLAND Olivier, LEMEL Yannick, *Valeurs et cultures en Europe*, Repères – La découverte, 2007.

**Document 5 :** « Les sous-cultures politiques »

Concevoir la culture politique d'une société comme résultant des interactions antérieures, mais aussi actuelles, entre les conceptions et les attitudes fondamentales de différents groupes sociaux oblige à porter la plus grande attention aux « cultures » propres à ces groupes. Tout oppose par exemple en France, au 19<sup>ème</sup> siècle, une culture aristocratique hostile au rôle des masses, favorables au maintien et à la suprématie des groupes dirigeants traditionnels et de leurs valeurs, et une culture « bourgeoise » libérale, qui s'accommode du suffrage universel et privilégie le « mérite » individuel attesté par la réussite professionnelle et sociale. [...] On a vu précédemment comment s'était forgée une « culture ouvrière », dans des communautés restreintes, affectées par des problèmes particuliers (l'emploi, le logement,...) et soudées par des formes de sociabilité originales ; la traduction politique de cette culture (adhésion au Parti communiste, ou dans certains cas à la SFIO ; hostilité aux « bourgeois », aux « gros », aux possédants ; valorisation des comportements collectifs et de la solidarité de classe) prend la forme de croyances spécifiques et d'attitudes propres au groupe considéré. [...]

S'il est possible de différencier des cultures « de classe », sous réserve que ne soient pas oubliés les effets de leur interaction et de leur intégration dans une culture nationale, il est également possible de distinguer des cultures locales ou « régionales », entretenues par la persistance de rapports sociaux particuliers et par la permanence de normes, de croyances et de modèles de comportement que transmet la famille ou le voisinage. La déférence à l'égard des notables en Italie du Sud, dont les effets politiques sont aisément repérables, procède à la fois de la résistance du système de production et des rapports entre groupes traditionnels, et de l'imposition par de multiples agents d'une représentation valorisée des relations de dépendance personnalisées.

Source : LAGROYE Jacques, FRANCOIS Bastien, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, Presses de Science Po – Dalloz, 2002.

**Document 6 :** « Le clivage droite/gauche »

Ces positionnements [sur l'axe droite gauche] sont-ils l'expression d'une allégeance doctrinale précise, ou, du moins, d'un ensemble structurés d'attitudes et d'opinions politiques ? La réponse est en réalité moins simple qu'on ne le pense souvent. Historiquement, on constate d'abord certains chassés-croisés entre la droite et la gauche. Ainsi, le nationalisme moderne est-il né en France avec la Révolution ; c'est pourquoi le souvenir des soldats de l'An II est cultivé avec prédilection à gauche pendant tout le 19<sup>ème</sup> siècle. Au contraire, la droite, souvent monarchiste à cette époque, préférait la notion d'allégeance dynastique à celle de citoyenneté nationale. En deux siècles, les contenus doctrinaux et les références idéologiques ont évolué. En outre l'échelle droite/gauche s'est révélé multidimensionnelle. C'est ainsi qu'à l'antagonisme institutionnel (monarchie ou République ?), s'est ajoutée la question sociale comme source de nouveaux clivages, ou encore les rapports entre l'Eglise ou l'Etat, l'expansion coloniale, l'évolution des mœurs, la construction européenne,...

Des enquêtes empiriques ont tenté d'identifier d'éventuelles corrélations entre les positions que les individus s'attribuent sur l'échelle droite/gauche et des attitudes fondamentales dans le domaine du libéralisme économique d'une part, du libéralisme culturel d'autre part. Pour Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth, il existe une forte liaison statistique entre libéralisme culturel et orientation à gauche d'une part, libéralisme économique et orientation à droite d'autre part. Mais c'est la comparaison des deux échelles qui s'avère la plus discriminante. « L'opposition entre le type 2 favorable au libéralisme économique mais hostile au libéralisme culturel et le type 3 favorable au libéralisme culturel mais hostile au libéralisme économique, correspond au clivage traditionnel entre la droite et la gauche ».

Source : BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, LGDJ, 1998.

**Document 7 :** « L'identification partisane »

Comment faire tenir ensemble ces deux piliers de l'ordre électoral que sont la relative stabilité des votes et les orientations partisans d'une part, et la faible et inégale connaissance citoyenne des acteurs, des enjeux et des institutions politiques d'autre part ? Les chercheurs de l'université du Michigan, sur la base de longs questionnaires de sondages recueillis depuis la fin des années 1940, fournissent un élément de réponse en érigeant en élément central de leur « entonnoir de causalités » du vote (*funnel model*) la notion d'identification partisane. Chaque individu hériterait, notamment de sa cellule familiale, un attachement « psychologique » de longue durée à l'un des deux grands partis en course aux États-Unis. Cette identification partisane, plus ou moins intense, mais partagée par près des trois quarts des enquêtés, serait fortement prédictive des attitudes politiques et du vote final.

Quoi de bouleversant au fait que ceux qui affichent une forte identification à un parti votent très majoritairement pour les candidats présentés par ce parti ? Apparemment tautologique, cette construction, devenue le paradigme dominant des études électorales pendant deux décennies, présente pourtant le mérite de résoudre partiellement notre paradoxe. L'identification partisane - notion issue de la *brand loyalty* (fidélité à la marque) utilisée par les managers des industries automobiles - permet de comprendre que des électeurs globalement indifférents émettent des votes stables, c'est-à-dire non erratiques. Leur vote cesse d'être aveugle ou incompréhensible s'il est guidé par cet « acte de foi » hérité qu'est l'attachement « affectif » à l'une des deux grandes organisations partisans ; ici la connaissance de l'étiquette chez les *pure party voters* suffit à orienter le vote, même pour les moins avertis. A la question : « Qu'aimez-vous chez les démocrates ? », une électrice démocrate ordinaire peut ainsi se contenter de répondre : « I'm a democrat, that's all I know » (« Je suis une démocrate, c'est tout ce que je sais. »).

Source : LEHINGUE Patrick, « Les explications du vote », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (sous la direction de), *Nouveau manuel de science politique*, 2009



**Document 8 :** « La socialisation politique »

La socialisation politique est enfin la transmission de préférences politiques. On constate que les préférences politiques déclarées des enfants, sont, dans une forte proportion, conformes à celle de leurs parents, et ce d'autant plus que le père et la mère affichent les mêmes opinions et que l'influence familiale est renforcée par divers groupes d'appartenance (scoutisme, mouvements de jeunesse) et par la cohésion du milieu de vie (habitation dans un quartier, fréquentation d'une école socialement homogène). [...]

Cette règle générale ne saurait faire oublier quantité de phénomènes qui atténuent l'importance accordée à la socialisation politique familiale. C'est d'abord le rôle important que peuvent jouer des groupes de jeunes (groupes de pairs) qui, d'une manière générale, renforcent les préférences et les attitudes acquises en famille, mais peuvent aussi les perturber. Plus un enfant est exposé à des messages contradictoires, et moins la transmission familiale a de chances de s'effectuer aisément ; inversement, plus les groupes de pairs reproduisent et confirment les enseignements de la famille, et plus cette transmission paraît forte. Lorsqu'ils défendent vigoureusement l'école catholique, encourage la diffusion du scoutisme, soutiennent la presse enfantine chrétienne, les évêques savent bien qu'une exposition des enfants à des messages contradictoires affaiblirait l'influence familiale. Il en va de même des organisations politiques qui tentent d'assurer aux enfants une socialisation homogène : ainsi, la SFIO a entretenu des relations étroites avec les Eclaireurs de France, la fédération des Œuvres laïques, les clubs Léo Lagrange, les « patronages » laïques. [...]

Ce qui importe en définitive, c'est de ne pas considérer que les attitudes et les croyances acquises dans la socialisation initiale résultent d'une détermination univoque et sont fixées une fois pour toute à un âge donné. L'enfant construit, on l'a dit, sa personnalité en « bricolant » à partir de messages différents, voire contradictoires.

Source : LAGROYE Jacques, FRANCOIS Bastien, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, Presses de Science Po – Dalloz, 2002.

**Document 9 :** « Le "moratoire" politique »

Quel est l'intérêt porté par les 18-24 ans à la politique en général ? [...] Si l'intérêt pour la politique est plus faiblement marqué chez les 18-24 ans que parmi les autres groupes et si l'opinion selon laquelle la politique représente des choses trop compliquées y est un peu plus répandue, c'est principalement par la très faible proximité avec les partis politiques que les 18-24 ans se caractérisent surtout : c'est davantage les partis qui n'attirent pas que la politique en général. [...] Cette distance avec les partis politiques chez les 18-24 ans s'inscrit dans un contexte plus global puisque les autres groupes d'âge se caractérisent de manière également très majoritaire par la faiblesse de la proximité partisane. [...] Il est intéressant de constater que le moindre intérêt pour la politique des 18-24 ans et la faible intensité de leur sentiment de proximité partisane n'entraînent pas d'opinion plus négative sur le fonctionnement de la démocratie en France que pour leurs aînés. C'est donc bien davantage la politique au sens partisan du terme que la politique au sens général du terme qui semble peu intéresser les 18-24 ans. [...] Les jeunes de 18-24 ans sont, on le sait depuis les travaux d'Anne Muxel, dans un rapport à la politique qui peut être qualifié de « moratoire politique », une période marquée par une forme de maturation et de retrait vis à vis des aspects les plus civiques de la politique, l'inscription sur les listes électorales et le vote. Mais cette période peut dans le même temps être celle des expérimentations où l'on participe à certaines actions de mobilisation politique, prolongeant parfois les années lycéennes.

Source : CAUTRES Bruno, « Les jeunes et la politique dans le contexte des élections de 2002 », CEVIPOF, 2002

## IV. PROPOSITIONS D’ACTIVITE A MENER AVEC LES ELEVES

### Activité n°1 : « Les différences de cultures politiques »

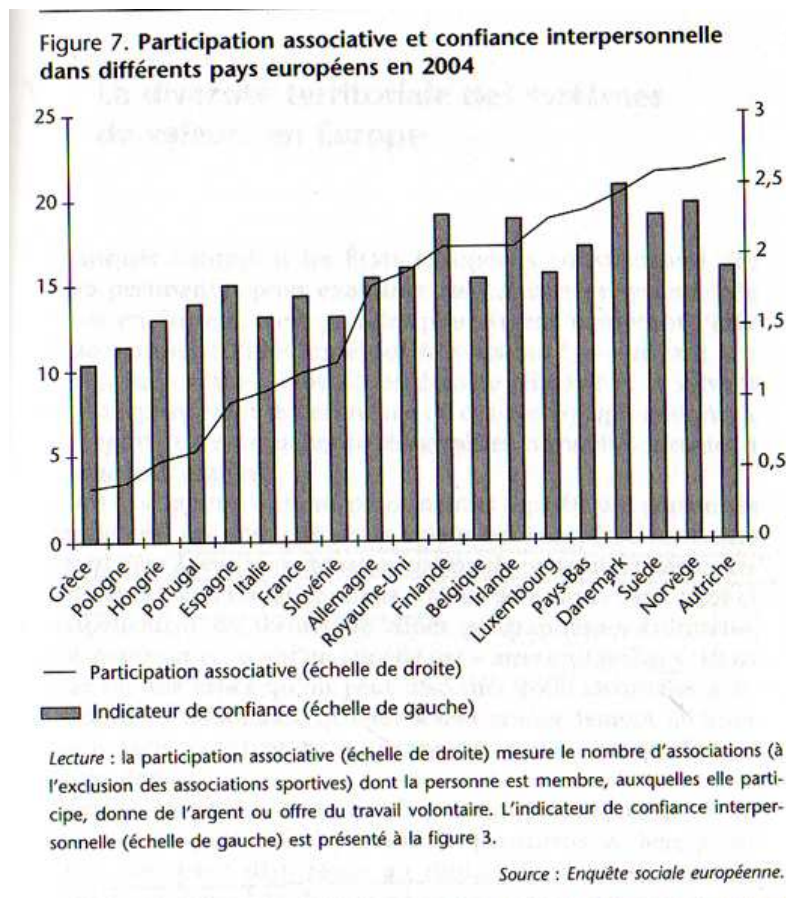
Le petit texte ci-dessous peut être utilisé comme sensibilisation au thème et pour introduire la notion de culture politique.

Qui transgresse la loi commet une faute et se déshonore aux yeux d’un Américain. Mais qui ne la bafoue pas pour servir ses proches se déshonore encore plus dans l’esprit d’un Africain, d’un Brésilien ou d’un Corse. De même, la notion de bureaucratie est censée aller de pair avec celles de rationalité et de légalité pour un Européen, alors qu’elle se marie plutôt avec le concept de puissance pour un Chinois. De même encore, se faire justice soi-même scandalise le citoyen de l’Europe du Nord, tandis que se trouver contraint d’obtenir justice de la part d’un agent judiciaire extérieur quand on a la raison pour soi augmente la honte du plaignant dans le monde méditerranéen.

Source : BADIE Bertrand, HERMET Guy, *La politique comparée*, Armand Colin, 2001.

### Activité n°2 : « Les différences de cultures politiques en Europe »

Le document ci-dessous peut être utilisé pour mettre en évidence l’existence de différences de cultures politiques en Europe, plus ou moins adaptés au fonctionnement démocratique, en montrant que les pays européens se caractérisent par un capital social plus ou moins élevé, qui se traduit par un degré plus ou moins fort de participation associative et de confiance interpersonnelle (ces deux indicateurs étant relativement corrélés).



Trois questions de l’enquête sociale européenne (ESE) portent sur la confiance interpersonnelle. L’une mesure la confiance spontanée, le deuxième l’honnêteté que l’on peut attendre de ses relations avec les autres, la troisième enfin équivaut à un jugement sur l’altruisme et l’individualisme que l’on peut attendre de ses relations avec les autres. Ces trois questions sont très fortement corrélés si bien qu’on peut penser qu’elles expriment des attitudes suffisamment proches pour construire un indice global de confiance [...]. Plus cet indice est bas, plus ces personnes se défieront des relations sociales spontanées, et plus il est élevé, plus ces relations spontanées seront jugées faciles.

Source : GALLAND Olivier, LEMEL Yannick, *Valeurs et cultures en Europe*, Repères – La découverte, 2007

**Activité n°3 :** « Un exemple de sous-culture politique : la culture politique d’extrême droite en France »

Le texte ci-dessous peut être utilisé pour présenter les notions de sous-cultures politiques et d’attitudes politiques (en montrant comment une sous-culture politique influence les attitudes politiques de ses membres).

Depuis une dizaine d’années, le FN est devenu une force politique importante, tant par ses effectifs militants et son implantation sur le terrain que par l’ampleur de son électorat (aux environs de 15% des suffrages exprimés à l’échelle nationale). Or, que son président le veuille ou non [...], il s’agit clairement d’une organisation d’extrême droite dont la culture politique, les thèmes développés par ses dirigeants, la liturgie mise en œuvre lors des grands rassemblements orchestrés autour de la personnalité charismatique du « chef », relèvent directement de la mouvance nationaliste ultra-droitière [...]: l’affirmation d’une identité populaire s’opposant aux « oligarchies occupant injustement les postes de commandes », la volonté de reconstituer une élite, l’exaltation de l’Etat fort, le culte du chef, de l’ordre, de l’autorité, l’exaltation de la vitalité et des vertus viriles, [...] le rejet de l’égalitarisme considéré comme contraire à l’ordre du monde, la référence incessante au thème de la décadence, le rejet de l’abstraction universaliste, l’enracinement dans la terre des ancêtres et la spécificité ethnique. [...]

Jouant comme ses prédécesseurs sur les passions et les angoisses qui caractérisent les périodes de crise [Jean-Marie Le Pen] agite devant les foules le spectre de la décadence et de la décomposition, qui est également une des obsessions majeures de la pensée traditionaliste, et il dénonce – conformément à la classique mythologie du complot – ceux qui sont censés être à la source du mal : l’« oligarchie cosmopolite », le « pouvoir médiatique », les étrangers [...].

Source : MILZA Pierre, « Les cultures politiques du nationalisme français », dans BERSTEIN Serge, (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, 2003.

**Activité n°4 :** « La transmission des préférences politiques au sein de la famille »

Le tableau ci-dessous peut être étudié avec les élèves afin de montrer l’importance de la reproduction sociale des positionnements sur l’axe droite/gauche au sein de la famille, et de s’interroger avec les élèves sur l’origine du comportement des « désaffiliés ».

<b>Les affiliés</b>		
<p><b>Filiation de droite</b> La personne se dit de droite ; l’un de ses parents au moins est de droite sans que l’autre soit de gauche</p> <p style="text-align: center;"><b>21%</b></p>	<p><b>Filiation de gauche</b> La personne se dit de gauche ; l’un des ses parents au moins est de gauche sans que l’autre parent ne se dise de droite</p> <p style="text-align: center;"><b>25%</b></p>	<p><b>Filiation apolitique</b> La personne se dit ni de droite ni de gauche, comme ses deux parents</p> <p style="text-align: center;"><b>20%</b></p>
<b>Les désaffiliés</b>		
<p><b>Filiation non homogène</b> Choix parentaux divergents ou inexistants</p> <p style="text-align: center;"><b>16%</b></p>	<p><b>Changement</b> La personne se dit de droite/de gauche, ses parents se disent de gauche/de droite</p> <p style="text-align: center;"><b>11%</b></p>	<p><b>Décrochage</b> La personne se dit apolitique, alors que ses parents sont de droite et/ou de gauche</p> <p style="text-align: center;"><b>7%</b></p>

Source : MUXEL Anne, *Sciences Humaines*, HS n°36, mars-avril 2002.

**Activité n°5 :** « La socialisation politique »

Le texte ci-dessous peut être utilisé avec les élèves pour étudier la socialisation politique et son caractère interactif (intérieurisation par le socialisé d'une pluralité de dispositions contradictoires, parmi lesquels il doit faire des choix et construire des articulations).

Vincent Tournier a cependant mis en lumière, à partir d'une enquête sur les lycéens de la région grenobloise, un possible effet de l'école sur la construction des identités politiques des jeunes. Il le montre en comparant les réponses des jeunes lycéens et de leurs parents, selon que les jeunes sont dans l'enseignement public ou dans l'enseignement privé catholique. On a beaucoup dit ces dernières années que le choix d'une école privée catholique par les parents n'avait plus en général de motifs religieux. [...] Il est clair cependant que les catégories populaires utilisent moins ce réseau que les cadres. D'autre part, les élèves du privé ont nettement plus souvent des parents catholiques pratiquants et orientés à droite que ceux du public. [...]

Mais peut-on évaluer un effet politique sur les élèves de la fréquentation d'un réseau scolaire ? L'auteur présente des résultats troublants qui vont dans ce sens. Ainsi, quand le père est de gauche mais que son enfant fréquente l'école privée, l'élève a beaucoup plus de chances d'être de droite que s'il fréquente l'école publique. Indépendamment des orientations politiques des parents, l'école privée aurait donc un effet socialisateur aux valeurs de droite et l'école publique aux valeurs de gauche.

Source : BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

## V. QUELQUES RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

- « Chapitre 4 : La socialisation », BRAUD Philippe, *La sociologie politique*, LGDJ (notamment : qu'est-ce que la culture politique ?) ;
- « Chapitre 5 : L'acceptation de l'ordre politique – section 1 : La socialisation politique », LAGROYE Jacques, *Sociologie Politique*, Presses de Science Po, 2002 ;
- BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006 ;
- GALLAND Olivier, LEMEL Yannick, *Valeurs et cultures en Europe*, Repères – La découverte, 2007 ;
- BERSTEIN Serge, (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, 2003 ;
- Chapitre 6, encadré : « La socialisation politique », MAURER Sophie, dans COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, La découverte, 2009 ;
- « Chapitre 3 : Les clivages politiques, une dimension unique (au sujet de l'axe droite/gauche) », SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Armand Colin, 2000 ;
- « Chapitre 6 : La participation politique » (section 1 : le vote, §1, B. La structuration de l'espace politique : la dimension droite/gauche), BRAUD Philippe, *La sociologie politique*, LGDJ ;